

se trouvent en dehors de ces limites et plus éloignées des voies ferrées. Ces terres sont connues sous la désignation de *double minimum lands*—terres dont le prix est fixé au double du minimum—et se vendent aussi rapidement à \$2.50 l'acre que les autres à \$1.25; et il s'ensuit qu'en ce qui est des terres, le gouvernement a réellement reçu autant pour ses terres qu'il aurait pu en retirer si toute l'étendue en eût été vendue au prix ordinaire.

Nous avons dans le Nord-Ouest des millions et des millions d'acres de terres. Le député de Northumberland nous a dit que ces terres sont la propriété du Canada, qu'elles ont été achetées avec l'argent de tout le pays; mais comme elles sont aujourd'hui, de quelle valeur sont-elles pour nous? La question est d'utiliser ces domaines, et dans ce but le ministre de l'Intérieur a préparé un bill dont la conception est admirable, et qui selon moi aurait pour effet de coloniser cet immense territoire.

Le bill propose que les compagnies du chemin de fer recevront dix sections par mille à l'est d'un certain endroit; douze sections par mille à l'ouest de cet endroit, et vingt sections par mille dans la région de la rivière de la Paix. Les concessions subventionnelles les plus considérables ne dépassent guères le minimum de celles offertes par les Etats-Unis. L'on doit, du reste, se rappeler que s'il a fallu des chemins de fer pour développer l'Illinois, l'Iowa et le Wisconsin, à plus forte raison il en faudra pour le développement des contrées du haut de la Saskatchewan ou de la rivière de la Paix; et qu'il est impossible que le gouvernement puisse utiliser cette contrée ou en retirer un profit proportionnel à ce qu'elle lui a coûté, sans adopter une politique comme celle-ci à l'égard des chemins de fer.

Nous nous sommes engagés à construire une ligne maîtresse à travers le pays; n'allons-nous pas maintenant encourager la construction de lignes tributaires destinées à alimenter le trafic de cette ligne principale?

Sir JOHN A. MACDONALD—Et arriver à faire construire une ligne parallèle de chaque côté?

M. CHARLTON—Ce bill a pour but l'ouverture de chemins de fer dans

le Nord-Ouest, et il importe peu que ces chemins aillent du nord au sud ou de l'est à l'ouest; c'est l'intérêt du pays qui doit en déterminer la direction.

S'il est nécessaire de construire des chemins de fer à travers la vallée de la rivière de la Paix, la vallée de la Mackenzie, de la Saskatchewan ou de toute autre rivière, ces lignes y seront construites, si les subventions offertes par le gouvernement suffisent à engager les capitalistes à se charger de ces entreprises.

L'honorable député de Northumberland nous a dit que ce bill est inique; que le gouvernement gaspille les biens et sacrifie les droits de la population. Or, c'est l'accroissement du Canada qui résultera du bill, c'est la colonisation de cette vaste contrée qui est encore à l'état vierge, et le développement de ses ressources.

On a déjà trop tardé à développer les ressources du Canada. Sous l'administration des honorables chefs de la gauche, le pays est resté comme un navire à l'ancre, sans faire aucun progrès.

Tandis que la population des Etats-Unis a augmenté d'environ vingt-cinq pour cent dans la dernière décade, la nôtre n'est accrue que d'environ douze pour cent durant la même période. Les forces d'expansion du pays restèrent paralysées jusqu'au moment où les honorables messieurs de la gauche tombèrent du pouvoir, et il incombe aujourd'hui au gouvernement actuel de développer le pays avec la plus grande célérité.

Si l'on veut augmenter la prospérité du pays, il faut augmenter le nombre de ses habitants. Nous avons dans le Nord-Ouest assez de terres pour faire vivre une population de quinze ou vingt millions, colonisons-les aussitôt que possible. Si nous pouvions y envoyer 50,000 colons par année, ces colons verseraient dans le trésor public, sous forme de droits de douane, \$250,000, et le gouvernement retirerait ainsi beaucoup plus que ne pourrait lui rapporter la vente de ses terres.

Le gouvernement des Etats-Unis n'a jamais regardé la vente de ses terres publiques comme une grande source de revenu; il a toujours considéré qu'il valait mieux attirer des colons.